

BACHELOT-SARKOZY viennent de repousser le décret - annoncé au début de l'été - concernant la fermeture de blocs opératoires.

C'est une bonne nouvelle assurément pour tous ces hôpitaux fragilisés qui vont sans doute pouvoir enfin travailler plus sereinement.

C'est une bonne nouvelle également parce que cela indique que le gouvernement est moins sûr de lui pour imposer ses réformes, des réformes, rappelons le, qui sont les mêmes depuis plus de 15 ans : suppressions de postes et de services et regroupements autocratiques dans des centres pivots au détriment des personnes et des territoires, comme les luttes en cours pour la chirurgie de Ruffec, Brioude et de Briançon, la cardiologie de Mantes la Ville, les maternités de Rethel, Decize, Vire, Paris Tenon-St Antoine, Aix les Bains et Valréas, les soins continus de Decazeville, la réanimation à Manosque, la radiothérapie à Guéret, les centres IVG sur Paris et ailleurs, la fermeture de St Vincent de Paul... pour ne prendre que quelques exemples, nous le rappellent.

Le gouvernement est moins sûr de lui pour différentes raisons :

- le rejet massif par l'opinion de la politique bling-bling et de la collusion entre pouvoir politique et forces d'argent ; les affaires Woerth-Bettencourt, les cigares et les jets privés, les dispenses immobilières... sont insupportables et rendraient toute restriction de services nécessaires en chirurgie ou maternité absolument irrecevable.

- la réforme pénitentiaire engagée par le même gouvernement avec là aussi suppressions programmées de prisons de proximité touche souvent les mêmes localités menacées dans leurs hôpitaux, leurs gares, leurs postes, leurs tribunaux, leurs écoles... le cumul des fermetures dans le domaine sanitaire et dans le domaine judiciaire aurait évidemment concentré et multiplié les oppositions et les aurait rendu plus dangereuses.

- la résistance massive des usagers et des élus dans les lieux menacés a pris de l'ampleur et de la radicalité ; les différents jugements condamnant Mme BACHELOT à Valréas ou le mouvement des maires de la Creuse autour de Guéret qui s'engagent contre l'État pour sauvegarder la radiothérapie... sont lourds de menace et risquent de faire tache d'huile. Bref la période estivale est pour une fois néfaste à la politique de rigueur et de destruction du service public menée par l'actuel gouvernement.

Mais il ne faut pas se leurrer : le mal est déjà fait et se poursuit:

- la loi HPST est malheureusement passée, et va rapidement porter ses fruits en matière de réduction de l'offre de soins et en continuant à étrangler financièrement les établissements, en imposant les regroupements là où les zélés agents du pouvoir n'auront pas agi avec assez de diligence.

- le dénigrement des hôpitaux montrés du doigt par les décrets successifs leur a de toute manière causé un tort immense : déstabilisation, démobilité des personnels, et secteur devenu répulsif tant pour les patients que pour les personnels appelés à y exercer. On aura beau jeu par la suite de dire "vous voyez bien, on avait raison de vouloir les fermer, puisque les patients et les médecins ne viennent plus chez vous !"

- Nous avons affaire à un gouvernement sourd et aveugle : ce n'est pas le bien commun qu'il envisage, ni les besoins essentiels des personnes et des territoires - c'est sa volonté contre toute réalité et toute analyse de vouloir concentrer au maximum, et de faire des usines à bébés ou des hôpitaux gigantesques à taille inhumaine... De telles structures vont forcément craquer, car avec des moyens et des personnels réduits, ils ne pourront évidemment pas faire face à l'augmentation du nombre d'usagers provenant de structures fermées ou menacées. Pire, comme nous le savons tous, la désertification entraîne la désertification : un service fermé en affaiblit un autre qui va à son tour fermer ; la médecine libérale, ne disposant plus d'un secteur public solide, ne va plus s'installer dans ces secteurs déshérités... Bref les patients et leurs familles, soit vont connaître des transferts coûteux et dangereux et une perte de chance en matière de soin, soit faute de moyens et de connaissances, vont s'autocensurer en consultant moins ou plus du tout : 13% d'entre nous sont déjà concernés.

Triste bilan social et sanitaire d'une politique de santé qui fut pourtant une des premières du monde.

Où est le bon sens ? Si les réformes analogues suivies depuis des années avec un acharnement inquiétant avaient été efficaces, l'hôpital serait devenu plus sûr, le trou de la sécurité sociale serait réduit, les patients seraient mieux accueillis, et nous serions toujours dans les tous premiers rangs mondiaux en matière de santé... Mais malheureusement, c'est tout l'inverse dont il s'agit et pire, les seules réponses que le gouvernement apporte aux citoyens, c'est de faire appel une quatrième fois d'une décision du tribunal administratif lui donnant tort, comme vient de le vivre la population de Valréas dans le Nord Vaucluse.

...

La Coordination nationale :

- **Demande le retrait de la loi HPST !**
- **Exige une réponse aux besoins réels de santé des personnes et des territoires !**
- **Exige une démocratie sanitaire qui émane des personnes concernées : les usagers, les personnels et les élus locaux, et non plus de l'autocratie des ARS et du gouvernement !**
- **S'oppose aux fermetures de services hospitaliers et demande des moyens pour améliorer leurs conditions d'existence, au profit de toutes et de tous, partout et à toute heure sur le territoire !**
- **Appelle l'ensemble de la population à rester vigilante et à se tenir prête à se mobiliser pour la défense de l'hôpital public et de notre système de santé solidaire.**

Lure le 28/07/2010